



lundi 26 février 2018

Syrie, migrants : un gouvernement hypocrite et cynique

Le discours hypocrite de Macron, mercredi 21 février, faisant la morale pour demander une trêve en Syrie, tombait le jour même où son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, présentait son nouveau projet de loi pour fermer davantage la porte aux migrants, et accentuer ici la chasse aux immigrés.

Conseil de sécurité... des riches contre les pauvres

Il a fallu des jours, alors que les bombes du régime syrien faisaient des centaines de morts dans la région de la Ghouta, banlieue de Damas, avant que les palabres à l'ONU entre grands de ce monde aboutissent à un appel à la trêve. Une trêve dont on ne sait ni si elle prendra effet un jour, ni si elle laisserait passer quelques secours humanitaires pour ceux qui vivent sous les décombres.

Pourquoi tant de tergiversations ? Parce que les grandes puissances, celles qui ont droit de veto sur toute décision de l'ONU, sont complices du massacre. La Russie soutient le dictateur Assad. Mais les États-Unis ou la France, qui le condamnent, mènent depuis des années leurs propres guerres dans la région pour le contrôle du pétrole, et sont alliés au dictateur Turc Erdogan que Macron a reçu récemment à Paris. Cet Erdogan qui, lui, envoie ses chars au nord de la Syrie pour massacrer la population kurde, trop proche des Kurdes de Turquie contre lesquels il mène aussi guerre et répression.

Celles et ceux à qui on ferme les portes...

Ces guerres, dont des images défilent tous les jours à la télé, ont jeté hors de chez eux des hommes, femmes et enfants qui s'entassent par millions dans des camps, dans les pays voisins. Il y a plus de 3 millions de réfugiés syriens en Turquie, 1,3 million au Liban, petit pays qui compte dix fois moins d'habitants que la France, 600 000 en Jordanie... Mais à ceux qui tentent de gagner des pays plus riches, comme aux travailleurs africains qui fuient eux aussi des guerres, des dictatures et la misère, l'Europe ferme ses frontières, les laissant mourir en Méditerranée ou dans les cols des Alpes. La France des Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, en tête.

Ministre de la chasse aux migrants

Car la France a beau être déjà le pays d'Europe le plus mesquin en matière d'accueil, le ministre de l'Intérieur veut encore renforcer les lois contre l'immigration. Son projet entend réduire les délais

dont les réfugiés disposent pour faire une demande d'asile ou un recours en cas de refus, les empêchant de faire valoir leurs droits. Par contre, il compte prolonger de 45 à 135 jours la durée maximale de maintien en centre de rétention d'immigrés sans papiers que le gouvernement ne peut pas expulser. Passer en douce la frontière deviendrait un crime passible d'un an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende. Quant aux travailleurs immigrés sans papiers, que les patrons, notamment dans le bâtiment, exploitent sans merci à des travaux durs et mal payés, ils seraient passibles de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende pour travailler avec des papiers qui ne sont pas les leurs, ce qui est toléré à ce jour dans la mesure où les patrons eux-mêmes les y incitent.

Liberté de circulation et d'installation pour tous

Ce projet scandaleux suscite l'opposition dans les rangs même de la majorité macroniste, jusqu'au Conseil d'État qui dit ne pas en voir la raison tant les lois précédentes suffiraient ! Et ce ne sont pas quelques mesurette, prétendues humanitaires, comme des cours de français supplémentaires donnés à des migrants, qui feront avaler la nouvelle loi.

Pour se justifier, Collomb prétend qu'il ne ferait que suivre l'opinion publique. L'opinion des partisans de Le Pen et Wauquiez ? Mais l'opinion publique, ce sont aussi ces habitants des Alpes qui bravent la loi pour porter secours aux migrants. Ce sont aussi ceux de Calais qui ont manifesté sans relâche contre la destruction des refuges et les expulsions, ceux de Caen ou Ouistreham qui, avec la même colère, sont descendus récemment dans la rue.

C'est avec le meilleur de l'opinion publique que nous serons nombreux à manifester :

**le samedi 17 mars prochain,
contre le racisme et pour la liberté totale de
circulation et d'installation.**

PSA machine à essorer les salariés

Jeudi 22 février en équipe d'après-midi, une quarantaine de salariés ont débrayé pour accompagner un ouvrier de maintenance convoqué pour un entretien préalable à sanction suite à un accident du travail qui a failli lui coûter la vie... Qu'est-ce que la direction peut bien lui reprocher ? D'avoir failli y laisser la vie en intervenant sur la machine à laver ? Ou de ternir l'image de PSA concernant la sécurité ? Le fait que PSA dans ses propagandes hebdomadaires parle de « faits accidentels » au lieu de parler d'accidents du travail n'a rien d'anodin : voilà comment l'entreprise se dédouane de ses responsabilités, pour mieux mettre en cause les victimes.

En accompagnant notre camarade, nous avons pu exprimer notre solidarité, et notre colère vis-à-vis de cette politique qui consiste à se blanchir de toute responsabilité.

Pas le temps de rendre des comptes

Depuis quelques temps, à la maintenance en préventif, nous devons remplir un fichier indiquant tout ce que nous avons fait et le temps nécessaire pour l'intervention. C'est une manière de faire pression sur le temps passé à travailler, alors que nous sommes pressés... par le sous-effectif.

Rhabillé pour l'hiver

Vendredi dernier, le ministre de l'économie Bruno Lemaire était à l'usine de PSA Mulhouse pour faire le beau à côté de Carlos Tavares devant les caméras. Il est tombé sur un groupe d'ouvriers qui lui a dit ses 4 vérités : « Vous êtes encore venu ici pour faire des cadeaux aux patrons ? », « Comment se fait-il que cette entreprise continue à supprimer des emplois alors qu'elle gagne des milliards d'euros ? On ne voit pas de retour. Pendant ce temps, on nous augmente de 19 euros ! »... Tavares s'est enfui et a laissé seul son ami ministre face aux salariés. Sympa ! PSA a dû abrégé la visite après cet accueil. Le ministre lui n'aura pas froid ces prochains jours.

400 euros mensuels pour tous !

PSA va annoncer ses résultats financiers le 1er mars. Nul doute qu'ils seront exceptionnellement élevés. Certains attendent avec espoir et impatience l'annonce de la prime d'intéressement. Mais rappelons que cette prime n'est en rien proportionnelle aux résultats, puisque la direction donne ce qu'elle veut bien nous donner. Ce qui doit nous intéresser, c'est ce qu'on touche chaque mois sur la feuille de paye, et donc obtenir une véritable augmentation générale de nos salaires, les 19 euros étant une véritable provocation.

Coup de colère à Poissy

Mardi 20 février en équipe 22, la majorité des caristes de la Réception s'est mise en grève pendant 1h 30 contre le projet de la direction de les muter à la chaîne, jeunes comme anciens. Ils ont envoyé balader les sbires de la direction venus les intimider. Et ils se sont invités dans les bureaux d'un responsable pour expliquer leurs revendications. Ils savent qu'il n'y a qu'en se mobilisant qu'ils éviteront les mutations forcées.

Night and Day à Poissy

Jeudi 22 au CE, la direction de Poissy a décidé l'arrêt de l'équipe de nuit le 6 avril et non plus le 16 mars comme annoncé précédemment. Ça retarde l'échéance avant d'avoir une perte progressive de 400 € mensuels. Mais pour les salariés c'est l'incertitude, on leur dit tantôt blanc, tantôt noir. Ils n'ont pas de formulaires pour le passage en équipe 12 ou 22 en journée. Pour la reprise de la nuit le 28 mai, ils ne savent rien de précis non plus (sur 4 ou 5 jours ? 28h30 avec des nuits partielles ?).

En plus les salariés actuels de l'équipe de nuit ne sont pas prioritaires pour retourner en nuit en mai, et il y aura alors probablement un avenant de 3 mois... À moins qu'ils s'organisent pour forcer PSA à maintenir la nuit à 35h, payées 35h.

Gel des salaires à PSA Rennes

Les salariés de Rennes viennent d'apprendre qu'ils ne fabriqueraient pas la nouvelle 508, qui sera construite à Mulhouse. Ils produisent pour quelques mois encore l'ancienne 508, mais à très faible cadence : 70 véhicules sortent tous les jours de l'usine, bien loin des 450 des débuts. On leur a imposé depuis 2013 un plan de « compétitivité » avec un gel des salaires qu'ils subissent encore aujourd'hui, en échange de soi-disant investissements. Mais entre-temps les effectifs n'ont cessé de fondre : de 10 000 salariés, il y a quinze ans, l'usine est passée à un peu moins de 2 000. Lors de ces chantages, les salariés sont toujours perdants... à moins qu'ils ne ruent dans les brancards.

La presse libre ?

Bernard Arnault, première fortune de France (47 milliards d'euros), et son groupe d'entreprises LVMH sont aussi actionnaires de journaux comme Le Parisien, Les Échos, Challenges, etc. Des journaux connus pour dénoncer « le gaspillage de l'argent public » ou encore « l'assistantat ». Et pourtant : 12,3 millions d'euros d'aides (soit 15 % du total des aides publiques à la presse) vont être versés à son groupe de presse.

L'argent public, ils sont contre... sauf pour remplir encore plus leurs poches !